

MIND THE GAP ! DE LA VARIABLE SEXE AU GENRE DES COMPOTEMENTS ÉLECTORAUX

Catherine Achin et Sandrine Lévêque

La Découverte | « Travail, genre et sociétés »

2018/2 n° 40 | pages 33 à 50

ISSN 1294-6303

ISBN 9782348040801

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-travail-genre-et-societes-2018-2-page-33.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

MIND THE GAP ! DE LA VARIABLE SEXE AU GENRE DES COMPORTEMENTS ÉLECTORAUX

par Catherine Achin et Sandrine Lévêque¹

Le *gender gap* désigne la différence de comportement entre les sexes, mesurée dans de nombreux domaines : l'éducation, le travail, la santé, etc. En ce qui concerne les comportements électoraux, le concept de *voting gender gap* a été forgé en 1980 au moment de l'élection de Ronald Reagan à la présidentielle par la *National Organization of Women* (NOW) – une des plus grandes associations féministes états-uniennes créée en 1966 afin de lutter pour une égalité réelle entre les sexes. Il sert alors à constater un important écart de comportement dans les urnes entre les femmes et les hommes. Confrontées au programme ultra-conservateur du candidat républicain (qui se prononce contre l'avortement et contre l'*Equal Right Amendment*), les femmes ont en effet davantage participé et ont largement préféré le candidat démocrate (+ 9 points). L'emphase mise sur cette différence permettait ainsi aux militantes féministes de mettre en valeur une citoyenne vertueuse et réfléchie, consciente de ses intérêts mais aussi davantage humaniste et pacifique [Mansbridge, 1985].

Les usages du concept débordent l'espace académique et militant, puisque le *gender gap* est également devenu un indicateur de « développement démocratique » permettant d'évaluer les politiques d'égalité. Comme pour d'autres

¹ Nous remercions Anja Durovic et les membres du comité de rédaction de *Travail, genre et sociétés* pour leurs remarques sur une version antérieure de ce texte.

outils d'analyse critique, sa diffusion massive a contribué à sa dépolitisation [Cîrstocea, 2013]. En ce sens, il est aujourd'hui principalement un concept descriptif qui permet de pointer des écarts de comportements – pour ce qui nous intéresse spécifiquement électoraux – entre femmes et hommes, variables selon les sociétés et les périodes. Il sous-tend bien souvent une vision purement comptable des comportements politiques, assise sur une conception essentialiste du genre. Les tentatives pour dépasser la simple mesure de la participation et de l'orientation du vote en fonction du sexe peinent à expliquer les liens entre ordre social et ordre politique et le moindre sentiment de compétence politique dont les femmes font preuve aujourd'hui encore.

Nous proposons ici un rapide retour sur l'histoire de la prise en compte du sexe et du genre dans l'analyse du vote. Au-delà de la critique des facteurs traditionnellement avancés pour expliquer l'évolution des différences mesurées, nous nous concentrons sur les enjeux méthodologiques et théoriques de l'étude des comportements électoraux au prisme du genre. Nous plaignons pour une prise en compte globale des effets du genre sur les comportements politiques, considérant que la bicatégorisation et la hiérarchisation des sexes sont produites dans l'ordre social comme dans l'ordre politique.

Nous revenons, dans un premier temps, sur les évolutions du *gender gap* et les difficultés rencontrées par les études visant à en dégager les causes. Nous proposons, dans un second temps, quelques pistes méthodologiques et théoriques pour appréhender autrement la production des préférences électorales. Nous tentons, enfin, d'illustrer la nécessité de travailler le rapport genré au politique à travers le processus de socialisation politique et l'imbrication de différents rapports sociaux de pouvoir.

DU VOTE DES FEMMES AU GENDER GAP

Sur le plan analytique, plusieurs synthèses retracent de manière très complète et détaillée les évolutions du *gender gap* électoral dans les pays occidentaux depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale [Cook et Wilcox, 1991 ; Sineau, 2013 ; Carroll, 2014 ; Durand et Mayer, 2017]. Elles rappellent que la variable sexe a été d'emblée intégrée aux enquêtes électorales et a été conçue pendant longtemps et selon les termes d'Alain Lancelot [1968] comme une variable « biologique » ou « imposée », au même titre que l'âge. Elle est cependant restée secondaire par rapport aux variables dites « lourdes » comme la classe sociale et la religion. Les premières grandes enquêtes menées en France dans les années 1950 ont pour particularité de s'intéresser spécifiquement au vote des femmes et surtout d'attribuer leur différence de

comportement à des facteurs sociaux et culturels liés à leurs conditions de vie différenciées [Duverger, 1955 ; Dogan et Narbonne, 1955]. Ces travaux contribuent à dénaturiser les comportements politiques des femmes mais restent marqués par un modèle du « citoyen » (homme), pris comme étalon de comparaison. Ces analyses n'envisagent pas encore non plus les mécanismes de production des inégalités par le champ politique lui-même [Achin et Bereni, 2013].

Après quelques années de silence relatif de la recherche française sur ces questions, Janine Mossuz-Lavau et Mariette Sineau [1978] relancent des travaux sur le vote des femmes à partir de la fin des années 1970 et mettent en évidence ce qu'elles appelleront les « trois âges du *gender gap* ». On retrouve cette scansion dans la plupart des démocraties occidentales européennes avec de légers décalages chronologiques. Dans un premier temps, de l'après Seconde Guerre mondiale aux années 1970, les femmes votent moins que les hommes et, lorsqu'elles votent, elles assurent un soutien plus marqué aux partis conservateurs (période d'apprentissage ou de *gender gap* traditionnel). Dans une seconde phase qui court du début des années 1970 aux années 1980, la participation et l'orientation idéologique des femmes et des hommes se rapprochent. Les femmes votent désormais autant que les hommes et elles choisissent la gauche autant qu'eux. Cette période est qualifiée de période de réaligement électoral, de stabilisation ou de décollage. Enfin, la troisième phase est un moment d'inversion ou de renversement du *gender gap*. Comme au Canada ou aux États-Unis où s'affirme un survote des femmes pour le candidat démocrate à partir de 1980, les années Mitterrand sont en France marquées par une participation légèrement plus forte des femmes et des choix politiques plus progressistes. À l'échelle européenne, une enquête exploitant les intentions de vote recueillies dans les Eurobaromètres montre la disparition du *gender gap* entre 1974 et 2000 et sa nette inversion au début des années 2000 dans la majorité des douze pays du corpus [Giger, 2009]. En 2008, les déclarations de vote des femmes ont dépassé les hommes sur leur gauche dans dix-huit des vingt-cinq pays de l'Union européenne, un glissement dépendant de la proportion de femmes actives, de l'importance des normes d'égalité des sexes et de la faiblesse du catholicisme [Abendschön et Steinmetz, 2014]. S'ouvre ainsi une période d'inversion ou d'autonomie qui marque aussi, selon l'expression de Janine Mossuz-Lavau, une « période d'incertitude » durant laquelle la différence essentielle de comportement entre hommes et femmes tient à un moindre vote féminin pour les partis d'extrême droite. Cette réticence se retrouve dans quasiment tous les pays européens [Givens, 2004], avec néanmoins quelques exceptions et renversements conjoncturels [Mayer, 2015].

Depuis l'élection présidentielle de 2007 en France, les analyses en termes de *gender gap* semblent ainsi fragilisées. La présence d'une femme comme candidate susceptible de l'emporter n'a pas constitué « les bases d'un nouveau *gender gap* » [Sineau, 2007]. Les électrices n'ont pas fait preuve d'une quelconque solidarité de classe de sexe à l'égard de Ségolène Royal, candidate pour le parti socialiste. Pour les élections suivantes, en 2012 [Sénac et Parodi, 2013 ; Mayer, 2013] et en 2017, les femmes ont autant voté que les hommes pour la candidate du Front national (FN) : le sexe n'est plus une variable suffisante pour expliquer les comportements électoraux et se trouve associé à la génération, au statut professionnel ou à l'offre politique [Amengay, Durovic et Mayer 2017].

Si le *gender gap* a été un instrument essentiellement descriptif, les études électorales ont aussi cherché à identifier ses facteurs déterminants. Il s'agissait de passer du constat de la différence, le plus souvent statistiquement objectivée, aux explications de ces différences. Plusieurs modèles d'analyse ont alors été proposés, affirmant souvent, notamment dans les travaux anglophones, une vision différentialiste du genre.

LES MODÈLES TRADITIONNELS D'EXPLICATION

L'analyse du vote en fonction du sexe emprunte très largement aux modèles classiques d'analyse électorale qu'elle soumet à de nouvelles questions. La place accordée aux variables « lourdes » (et à la combinaison du sexe avec elles), la transmission des identifications partisans par la socialisation, ou la rationalité d'un vote conforme à des intérêts définis comme féminins ou masculins sont ainsi mobilisés [Achin et Lévêque, 2006]. En s'appuyant sur les synthèses disponibles [Manza et Brooks, 1998 ; Sineau, 2013 ; Carroll, 2014], on peut distinguer plusieurs grands types d'explication.

Le premier modèle analyse les modifications du *gender gap* au regard des transformations globales des sociétés occidentales durant la période de l'après Seconde Guerre mondiale. La progression de la part des femmes dans la population active, la hausse de leur taux de scolarisation, la baisse de l'emprise religieuse et les modifications des structures familiales (l'augmentation du nombre de divorces par exemple), conduiraient les femmes vers plus d'autonomie et expliqueraient leur participation croissante aux élections et leurs choix partisans plus progressistes. En France, Janine Mossuz-Lavau et Mariette Sineau [1983] ont montré très tôt l'incidence de la salarisation sur le vote : c'est moins le fait d'être une femme qui détermine le vote de gauche que le fait d'être une active salariée. Ces transformations, selon Ronald Inglehart et Pippa Norris [2003], affectent les valeurs culturelles profondes des femmes et les mènent « naturellement »

vers une implication plus grande dans la vie politique et vers des choix plus progressistes. Cette thèse culturaliste et développementaliste a été largement critiquée pour ses insuffisances méthodologiques et théoriques [Durand et Mayer, 2017]. Par ailleurs, on l'a souligné, les enquêtes récentes montrent une relative neutralisation de la variable sexe depuis les années 2000, cette dernière se montrant moins prédictive du vote que d'autres variables sociologiques comme la génération.

Un deuxième modèle insiste sur les effets des mouvements féministes des années 1970 sur le comportement électoral des femmes. Les mobilisations en faveur du libre contrôle de leur corps et de la lutte contre l'oppression auraient en effet permis la diffusion d'une « conscience féministe » agissant sur les représentations qu'ont les femmes d'elles-mêmes et de leurs options possibles. Les femmes feraient en particulier preuve d'une plus grande autonomie et de choix potentiellement différents de ceux des hommes, en faveur notamment des droits et intérêts des différents groupes minorisés [Carroll, 2014]. Comme les hommes, les femmes seraient désormais capables d'évaluer le jeu politique et de défendre des valeurs conformes à leurs intérêts, en choisissant les partis les plus progressistes [Cook et Wilcox, 1991]. Un autre argument explicatif souligne les comportements et attitudes propres aux femmes en les attribuant à des prédispositions à la compassion liées à leur condition de mères et de *caregivers* (pourvoyeuses de soin), qui les conduiraient à privilégier des valeurs plus pacifiques et altruistes que les Démocrates incarneraient davantage. À l'inverse, les hommes valoriseraient des valeurs plus abstraites comme la justice, la défense des droits individuels et envisageraient plus volontiers le recours aux forces militaires, autant de valeurs que défend le Parti républicain [Kaufmann et Petrocik, 1999].

Enfin, un troisième modèle insiste davantage sur le poids du statut socio-économique des femmes et de leur rapport à l'État-providence. Plus fragiles économiquement, elles sont aussi les premières bénéficiaires de l'aide sociale et voteraient donc pour les partis les plus favorables au maintien de ces aides. Ce calcul économique rationnel serait renforcé par une évaluation des idées défendues : la relative réticence des Américaines pour les Républicains traduirait par exemple une « aversion idéologique », les femmes refusant de voter pour un parti susceptible de revenir sur les droits acquis. Ce type d'explication a été largement mobilisé pour expliquer la résistance des femmes au vote d'extrême droite en Europe [Betz, 1994]. D'autres analyses montrent de manière plus convaincante l'impact des contextes politiques et sociaux contrastés lors des années de socialisation politique sur le rapport des femmes et des hommes à la politique [Durovic, 2017] ou encore le rôle de l'offre politique sur l'orientation des choix [Amengay, Durovic et Mayer, 2017].

BIAS THÉORIQUES ET MÉTHODOLOGIQUES

Si l'on n'évoque plus aujourd'hui le tempérament ou les humeurs des femmes pour rendre compte de leurs comportements, certains travaux sur le *gender gap* électoral peuvent néanmoins tendre à essentialiser les groupes qu'ils analysent. Ils contribuent de fait à entretenir l'idée qu'il existe « un » vote féminin, objectivé par la méthode statistique. Cette vision se traduit par exemple par la mise en place de stratégies de communication visant à conquérir « l'électorat féminin » indépendamment de ses divergences internes, contribuant du même coup à l'essentialisation de la différence des sexes. Cela a été le cas pour la campagne de Barack Obama en 2008 après la défaite d'Hillary Clinton à la primaire [Fassin, 2008 ; Carroll, 2014] ou pour celle de la candidate socialiste à l'élection présidentielle de 2007 en France [Royal, 2008]. En outre, le récit d'un vote féminin en évolution (voire en progrès) donne à voir une électrice rationnelle, allant dans le sens de l'histoire et votant dans l'intérêt de sa classe de sexe. Le réalignement des comportements électoraux des femmes et des hommes traduirait alors l'égalisation de leur condition. En ce sens, l'analyse du *gender gap* électoral n'échappe guère au processus de « dé-sociologisation » qui touche l'analyse du vote dans son ensemble [Braconnier, 2010].

Cette logique est renforcée par deux biais analytiques majeurs : une absence de prise au sérieux du genre comme rapport de pouvoir, ainsi qu'une emprise des enquêtes par questionnaire dans l'appréhension du phénomène. Dans le sillage des critiques formulées par la politiste canadienne Elisabeth Gidengil dès 2007, il est ainsi utile de pointer les biais des études se focalisant sur le *gender gap* mesuré par l'écart de comportement des femmes au regard de la norme masculine. Elles ont tendance à renforcer la « pensée catégorique » par sexe, les stéréotypes afférents, les comparaisons normatives des « différences » et la réification d'un « vote en bloc » des deux sexes. Ces études ont par ailleurs souvent adopté une perspective centrée uniquement sur les femmes. Or, le renversement des préférences électorales doit également être envisagé comme la conséquence du changement de comportement électoral des hommes [Gidengil, 2007]. Ainsi comme le souligne Françoise Gaspard [2004, p. 107], l'une des premières limites des études portant sur « un rapport spécifique des femmes à la chose publique » tient au fait que ce postulat soit posé « sans qu'on s'interroge par ailleurs sur l'existence d'un rapport spécifique des hommes au même domaine ». La perspective de genre ne doit alors plus simplement être prise comme un moyen de mesurer l'écart existant entre les comportements des hommes et des femmes en matière de participation politique et de choix électoraux, mais devenir un instrument qui permet de comprendre les

logiques de domination qui se jouent dans les rapports genrés à la politique.

La disparition du *gender gap* électoral tient donc aussi aux méthodologies mises en œuvre pour l'appréhender, principalement des enquêtes par questionnaire. Tout en reconnaissant l'utilité de ce type d'approches (susceptibles de mettre en évidence des corrélations à rebours du sens commun, y compris de celui des communicant-e-s), on peut néanmoins revenir sur les principaux biais qu'induit cette méthode lorsqu'il s'agit de mesurer les « opinions féminines ». On doit d'abord souligner à la suite de Patrick Lehingue [2003] que la perspective multivariée « bute sur un problème technique simple mais redoutable : la nécessité de disposer d'effectifs de départ suffisamment élevés pour pouvoir multiplier les croisements, spécifier les trajectoires et des sous-groupes, bref réincarner socialement (voire donner chair individuelle) à des variables trop souvent réifiées (les ouvriers, les jeunes, les femmes, etc.) ». Isoler la variable sexe et la croiser avec d'autres afin de déterminer, par exemple, les comportements des femmes âgées, religieuses et diplômées peut poser avec acuité la question de la validité statistique des résultats. Mais cette limite technique n'est pas la seule. Les artefacts tiennent aussi à la question de la « dicibilité » des opinions en situation d'enquête, en particulier lorsqu'il s'agit de déclarer un vote pour les partis d'extrême droite. Le « souci des individus de préserver une image socialement acceptable » s'avère fortement structuré par des normes genrées intériorisées [Harteveld et Ivarsflaten, 2016]. Dans ce dernier cas de figure, les femmes ne voteraient pas moins pour l'extrême droite, elles auraient simplement tendance à le cacher davantage. On pourrait alors avancer l'hypothèse qu'une grande partie du *gender gap* pour les partis d'extrême droite est le produit des conditions de recueil des réponses censées le mesurer [Marchand-Lagier, 2015 et dans ce numéro].

PENSER ET MESURER AUTREMENT LE GENDER GAP

Plusieurs directions de recherche peuvent alors être préconisées. Une réflexion sur les conditions d'enquête et de recueil des matériaux apparaît d'abord comme un préalable nécessaire à un questionnement sur le *gender gap* électoral dont les logiques opèrent aussi dans le rapport que les individus entretiennent à l'enquête sociologique. Accepter de répondre à un questionnaire « sortie des urnes » lorsque l'on est sollicité-e par un-e étudiant-e, se sentir autorisé-e à y répondre jusqu'au bout et à toutes les questions, rejouer dans la situation d'entretien un rapport de force dans lequel le sexe mais aussi la classe sociale jouent à plein, sont autant d'éléments qui renseignent la recherche sur ce que les femmes et les hommes ont intériorisé lorsqu'elles et ils sont invité-e-s

à produire un discours sur la politique conventionnelle. Si la classe sociale apparaît comme un facteur déterminant de l'évitement à répondre aux sondages par exemple [Gaxie, 1990], on peut aussi se demander comment le sexe joue dans différentes configurations d'enquête – entretiens, questionnaires – qui renvoient à des rôles sociaux genrés. Lors de notre enquête collective sur les élections de 2017², nous avons noté à chaque étape (négociation d'un entretien, administration d'un questionnaire, relation d'entretien) des différences de comportement genrées. Alors que la participation électorale des femmes et des hommes était équivalente dans les bureaux de vote étudiés, elles ont constitué 57,7 % des 2 999 personnes qui ont accepté de remplir un questionnaire. Certaines ont dit vouloir « faire plaisir » aux étudiant-e-s ou aux chercheur-e-s, ont accepté de se plier au jeu de l'entretien sur le mode domestique de la conversation (entre femmes si l'enquêtrice est une femme), tout en mimant dans les deux situations une incompétence statutaire. Pour certains hommes, « envoyer balader » l'enquêteur ou l'enquêtrice avec autorité, juger de la (mauvaise) qualité du questionnaire pour ne pas répondre à une question « embarrassante », évoquer une situation professionnelle forcément prenante pour refuser un entretien (« voyez ça avec ma femme elle a plus de temps, elle ») sont d'autres manifestations d'un rapport genré à l'entretien. Comme en sociologie ou en anthropologie, l'analyse électorale gagnerait ainsi à s'interroger sur le « sexe de l'enquête » [Monjaret et Pugeault, 2014] et à faire du recueil genré des données un matériau à part entière.

Au-delà d'une posture méthodologique exigeante, il s'agit aussi de ne pas faire du genre un simple synonyme de sexe, mais de lui redonner un potentiel critique, en le considérant avec Joan W. Scott comme « un élément constitutif des relations sociales fondé sur des différences perçues entre les sexes » et comme « une façon première de signifier les rapports de pouvoir » [Scott, 2012, p. 41] ; comme une perspective critique dans laquelle « le genre n'est plus conçu comme une signification sociale qui s'ajouterait à d'autres différences naturelles toujours déjà là, mais comme le système même qui façonne notre perception » des femmes et des hommes, de leurs corps ou de leurs comportements [Rennes, 2016]. Prendre le genre au sérieux, c'est essayer de comprendre comment et pourquoi subsistent des différences de comportement renvoyant aux logiques de construction sociale des identités sexuées et aux rapports de domination qui en découlent. En matière de politique conventionnelle, les études électorales s'accordent en effet sur le fait que les femmes continuent à se déclarer moins intéressées par la politique que les hommes [Sineau, 2013], même si l'écart entre femmes de différentes classes sociales est plus important que l'écart entre sexes à niveau social équivalent [Gidengil, 2007].

² Enquête ANR ALCOV qui repose sur l'analyse de dix bureaux de vote contrastés sur le territoire français, avec questionnaire « sortie des urnes » lors du second tour de la présidentielle 2017 et entretiens panélisés.

Dans toutes les classes sociales et d'autant plus que le niveau de diplôme est bas, les femmes restent moins familiarisées que les hommes avec le personnel ou les enjeux politiques, connaissent moins bien les partis et leurs représentant-e-s, et leur pourcentage de « sans opinion » aux questions politiques est systématiquement plus élevé. Certes, l'écart réduit lorsque les questions concernent des questions de politique moins conventionnelle (connaissance de la politique locale, des services publics de proximité, de certains droits) [Gidengil, 2007 ; Coffé, 2013], mais au Jeopardy de la politique, les femmes sont toujours perdantes [Ondercin et Jones-White, 2011]. Le questionnaire « sortie des urnes » réalisé par notre équipe de recherche lors de la présidentielle 2017 confirme la résistance de cet écart sur certains items : seules 21,4 % des femmes interrogées se déclarent « très intéressées par la politique » contre 29 % des hommes et 31,8 % se déclarent « peu ou pas du tout intéressées » contre 27,7 % des hommes. Questionné-e-s sur le nom de leur député-e, 42 % des femmes ne répondent pas (32,9 % des hommes), 33,3 % précisent ne pas savoir (34,9 % des hommes), 13,1 % donnent une réponse correcte et 9,8 % se trompent (contre 17,1 % et 13,1 %). C'est donc sur cette question de l'intérêt pour la politique et du sentiment de compétence (qui est vérifié quel que soit l'âge) que butent encore le *gender gap* et les mécanismes sociaux qui le forgent.

Comprendre ce phénomène suppose de revenir aux fondements de l'intériorisation de ce sentiment d'extériorité politique et de s'attacher à décrire les processus de construction des identités genrées. Une première explication de cette « sous-politisation » remarquablement durable des femmes tient pour l'essentiel à la construction historique du champ politique et à la production concomitante d'attentes sociales genrées. La remarque formulée par Elihu Katz et Paul Lazarsfeld en 1955 apparaît toujours d'actualité : « Les femmes peuvent, sans danger pour l'opinion qu'elles ou les autres ont d'elles-mêmes, se dispenser d'avoir des opinions politiques et se tenir à l'écart des conversations politiques. » Les inégalités de politisation sont ici à lier à l'histoire de la division du travail entre les sexes qui traditionnellement réserve les activités extérieures aux hommes et celles de la sphère privée aux femmes [Gaxie, 1978]. L'apprentissage décalé et différencié de la politique dans l'espace et dans le temps (en France, rappelons que les hommes ont eu le monopole du champ politique conventionnel pendant plus d'un siècle) a construit un rapport spécifique des femmes et des hommes à la politique. Comme l'a souligné la théoricienne féministe Carole Pateman [2010], la citoyenneté politique est patriarcale, fondée sur un universalisme abstrait qui pose le masculin en norme de référence. Le « contrat sexuel » constitue une dimension centrale et dissimulée du contrat social

originel. C'est bien l'ordre politique moderne qui a produit et renforcé le genre, qui a donné un sens politique à la division hiérarchisée entre groupes sexués [Varikas, 1995].

Il s'agit enfin de revenir à l'insertion du vote dans la vie ordinaire des individus [Buton *et al.* 2016] et de plaider après d'autres pour un renouvellement des études électorales par les méthodes [Braconnier, 2012]. Si l'on considère que le vote – ou l'abstention – est dépendant des ancrages sociaux, dans leur dimension processuelle (trajectoire) et affective (rôle des proches), mais aussi des « sens donnés par les électrices et les électeurs à leur choix » [Agrikoliansky et Le Grignou, 2016], il importe de saisir, dans des configurations localisées, les médiations et mécanismes par lesquels les socialisations peuvent influencer sur les comportements politiques. Il convient d'approfondir l'idée que « le vote peut être beaucoup plus et beaucoup moins qu'un vote ; il peut être utilisé comme un raccourci pour désigner une appartenance et dire une identité sociale et se trouve donc irréductible au seul choix politique » [SPEL, 2016, p. 94]. Or cette identité sociale est indissociablement genrée. Une analyse localisée et un suivi longitudinal des électeurs et des électrices permettent ainsi de mieux comprendre comment le rapport au politique s'imbrique dans différents rapports de pouvoir.

DES PROCESSUS DE SOCIALISATION GENRÉS

Le rapport à la politique doit être pensé dans les trajectoires individuelles et les processus de construction des identités genrées par la socialisation. Comme le précise Lucie Bargel, le genre, à partir du moment où il se présente notamment sous la forme de normes incorporées, est inséparable de la socialisation : « On peut ramener les différences observées entre hommes et femmes à des écarts de socialisation, à une socialisation genrée. » [Bargel, 2013, p. 469]. Si le rapport à la politique continue de varier selon le sexe, c'est qu'il n'est pas transmis de la même manière aux filles et aux garçons au sein de la famille et de l'école [Trevor, 1999]. Les instances de la socialisation politique primaire ont été bien étudiées [Muxel et Percheron, 1988]. Anne Muxel [2001] a notamment souligné que les enfants désignent le père comme le personnage le plus important de leur socialisation politique, alors même que c'est la mère qui joue un rôle déterminant dans la transmission des préférences politiques en raison des liens affectifs plus forts noués avec les enfants. Parmi ces derniers, l'enquête montre une politisation plus précoce des garçons et une confirmation de leur intérêt pour la politique à la puberté. Les filles, de leur côté, adoptent une attitude de retrait, à rapporter à la division sexuée traditionnelle des centres d'intérêts et à une attitude plus critique vis-à-vis de la politique conventionnelle.

Pour comprendre les mécanismes de cette transmission genrée dans la famille comme à l'école et dans les groupes de pairs, un détour par les travaux en sociologie des pratiques culturelles et sportives apparaît heuristique. En étant attentives à la division sexuée des rôles parentaux et à la place dans la fratrie [Court, 2010], ces recherches – comme celles sur les orientations et carrières professionnelles improbables [Lasvergnas, 1988 ; Ferrand, Imbert et Marry, 1996] – rendent compte des comportements, parfois atypiques, des filles et des garçons. Les processus de reproduction/subversion des rôles de sexe ainsi mis au jour gagneraient à être transposés au politique, afin de mieux saisir comment s'opère ou non la transmission des attitudes à l'égard du politique [Bargel, 2013].

Dans la même perspective, d'autres instances de socialisation pourraient être étudiées. Les lieux d'apprentissage de la citoyenneté, que sont par exemple l'école, les conseils de classe ou les conseils municipaux d'enfants, commencent tout juste à être analysés sous l'angle des rapports sociaux de sexe³. Plus généralement, les formes d'engagement tout au long de la vie, ainsi qu'une division sexuée persistante à l'intérieur des organisations collectives, pourraient contribuer à expliquer l'inertie des différences d'attitude entre les sexes à l'égard de la politique. Les femmes restent ainsi à distance persistante de la politique conventionnelle, en étant découragées à intégrer des syndicats ou partis politiques traditionnels, en préférant des formes de participation extra-institutionnelle davantage intégrées au quotidien (signature de pétitions, consommation engagée, etc.) [Coffé et Bolzendahl, 2010] ou en s'engageant dans des associations (religieuses, de parents d'élèves, culturelles, etc.), au sein desquelles elles ont l'impression d'être plus efficaces et dans lesquelles elles ont aussi été historiquement cantonnées [Della Sudda, 2010]. Plus diffuses, les visions stéréotypées du politique telles que les proposent les fictions populaires par exemple offrent rarement aux petites filles des modèles positifs d'identification qui les autoriseraient à s'emparer légitimement de la chose politique – et pourraient constituer un terrain de recherche stimulant.

Prendre le couple comme instance de socialisation et comme matrice de l'engagement [Haegel, 2009] est une autre piste intéressante⁴. Après les travaux d'Anne Muxel, « l'intimité de la politique » trouve de nouveaux prolongements. Manon Réguer-Petit a, par exemple, bien montré dans sa thèse [2016] l'impact de la trajectoire familiale des femmes sur leur politisation et sur la façon dont elles conçoivent et mettent en œuvre leur rôle d'agent de socialisation politique. À travers un croisement de méthodes quantitatives et qualitatives, elle a établi que les bifurcations familiales sont un vecteur de diffusion de valeurs progressistes (au même

³ En témoignent les communications de la section thématique 46 « Les représentations enfantines du politique » organisée par Julie Pagis et Alice Simon au congrès de l'Association française de science politique en juillet 2017.

⁴ Voir l'article de Martin Baloge et Marie-Ange Grégory dans ce numéro.

titre que l'insertion sur le marché du travail ou l'audience des mouvements féministes des années 1970). Les femmes ayant fait l'expérience d'une séparation conjugale adhèrent en effet à une image de femme indépendante et autonome tout en affirmant l'importance d'une éducation égalitaire, indépendante et combative, par contraste avec les mères en famille nucléaire qui défendent et transmettent une vision plus conservatrice de la différence des sexes. Prise sous cet angle, la question du *gender gap* se pose moins en termes d'écart de comportement entre hommes et femmes, même pondéré par d'autres variables, qu'en termes de « façonnage » des rôles sexués tout au long de la vie, qui seul permet d'expliquer ce rapport différent à la politique.

Ce sont les rappels à l'ordre, subtils mais incessants, à se comporter comme une femme (se tenir loin des espaces les plus conventionnels et légitimes de la politique, ne pas produire de discours généralisant et d'expertise, préférer la « bienveillance » en évitant le conflit, etc.) ou comme un homme (tenir une parole d'autorité et de surplomb, s'affirmer dans l'espace public, etc.) qui expliquent les différences persistantes d'attitudes à l'égard de la politique et le maintien d'un rapport genré à la chose publique. C'est donc en comprenant ce qui est construit comme politique chez les femmes et chez les hommes qu'on est le mieux à même de déconstruire le *gender gap*. L'analyse de ces processus de socialisation continue oblige à la mise en œuvre d'une méthodologie alternative – et complémentaire – aux méthodes quantitatives.

INTERSECTIONNALITÉ ET COMPORTEMENTS ÉLECTORAUX

Les modèles sociologiques d'explication du vote ont de fait longtemps privilégié l'appartenance de classe et la religion comme éléments déterminants du rapport au politique. Les liens entre religion et choix partisans ont évolué mais restent pertinents [Emmenegger et Manow, 2014] et les appartenances de classe impliquent toujours des rapports fortement différenciés au politique (sur l'attention portée au jeu politique comme sur les préférences) [SPEL, 2016]. Mais en analysant les trajectoires d'électrices ou d'électeurs, on constate que de petits écarts produisent de grandes différences. Il est alors important de travailler sur des configurations sociales qui articulent aussi l'origine sociale et migratoire, le sexe, la sexualité, le rapport au travail, à la religion, le patrimoine et le niveau de diplôme, le lieu de résidence, l'insertion dans des réseaux sociaux, amicaux, professionnels, etc. À la suite d'enquêtes récentes croisant plusieurs rapports sociaux de pouvoir [Durand et Mayer, 2017], il faut tenir compte de ce que signifie, du point de vue de la division des rôles sociaux,

le fait d'être une bourgeoise protestante âgée, un prolétaire en milieu rural, un jeune intellectuel issu des classes populaires, une femme de ménage dans les beaux quartiers, un ouvrier gay, une sportive de haut niveau noire, un étudiant en médecine musulman, etc. et de considérer la construction intersectionnelle des identités au fondement du rapport au politique.

À l'articulation du genre et de la classe, des travaux ont par exemple remis en cause l'évidence de l'intérêt et des compétences politiques des classes supérieures [Agrikoliansky, 2013] et esquissé leur rapport genré au politique. Ainsi, « les formes du relâchement politique des catégories supérieures » [Boncourt et Geay, 2016] pourraient expliquer la reprise en main de ces sujets par les femmes. « Médiocres » et dévalués, le vote et l'engagement politique sont laissés aux femmes, en particulier dans les milieux où les différences de statut économique au sein du couple sont les plus fortes et où s'impose le modèle du « *male bread winner* » [Achin et Lévêque, 2011]. Les femmes des classes supérieures sans activité salariée sont aussi celles qui sont les mieux insérées dans d'autres instances de socialisation (la paroisse ou les associations de parents d'élève, voire les associations caritatives) qui les incitent à la participation politique [Agrikoliansky et Lévêque, 2011]. « Bonnes élèves » de la participation, garantes des conventions sociales, elles peuvent être celles qui incitent mari et enfants à aller voter. Cette division contre-intuitive des rôles politiques suppose aussi d'élargir (et de revoir) la notion même de politisation au sens où les jugements portés dans ce cadre sur les enjeux, ou les candidat-e-s, échappent en partie à la définition légitimiste de la politique.

Du côté des classes populaires, la remise de soi des femmes ne semble plus si évidente, surtout si l'on s'intéresse aux fractions racialisées de celles-ci. Si, aux États-Unis, il est commun de croiser le sexe et l'origine ethno-raciale des votant-e-s afin de montrer que le sur-vote des femmes pour les Démocrates tient en grande partie aux votes des *Latinas* et surtout des Afro-américaines, les raisons expliquant ce vote restent, comme pour le genre, marquées à la fois par l'essentialisme mais aussi par une vision fortement rationnelle du vote. Dans ce schéma, les Noir-e-s, et en particulier les femmes noires, auraient tout intérêt, en raison de leurs conditions économiques et des discriminations qu'elles subissent, à voter pour les Démocrates. En France, l'absence de statistiques ethniques limite les enquêtes dans ce domaine. Des analyses qualitatives des trajectoires électorales permettent néanmoins de réencastrier le vote dans les différentes facettes des identités sociales des individus et de mieux comprendre les dynamiques de participation et de choix politiques [Hamidi et Jardin, 2017]. Dans un parcours récent d'immigration, le vote peut alors devenir pour des femmes

exclues du travail, voire de la conjugalité « hégémonique », un mode d'expression de son appartenance à la communauté nationale. De même, le poids des histoires familiales et des trajectoires résidentielles apprécié par le biais des récits biographiques explique certaines formes d'engagements socialement et politiquement improbables⁵.

⁵ Voir l'article de Lorenzo Barrault-Stella, Clémentine Berjaud et Safia Dahani dans ce numéro.

Enfin, les travaux qui croisent sexualité, genre et parfois classe sont encore rares et privilégient bien souvent les analyses en termes d'adhésion à des valeurs qui, en dernier ressort, détermineraient le vote des gays et lesbiennes, le « *lavender vote* » [Durand et Mayer, 2017]. C'est ainsi le féminisme des lesbiennes qui expliquerait qu'elles votent plus progressiste que les gays, ou bien encore l'offre du Front national et le développement d'un discours homonationaliste qui pourraient convaincre des homosexuel-le-s de voter pour l'extrême-droite. Là-encore, les difficultés à isoler cette variable par les méthodes quantitatives ne permettent pas de saisir la sexualité comme variable prédictive des comportements politiques. Une analyse contextuelle attentive aux modes de sociabilité liés à la sexualité (et à l'inscription de ces sociabilités sur un territoire comme l'étudie Colin Giraud [2014] par exemple) a sans aucun doute beaucoup à apporter à une sociologie des ancrages sociaux et localisés du vote. Un très large champ d'investigation se dessine ainsi pour tenir compte des processus complexes de construction des identités sociales au croisement du genre, de la classe, de la race et des sexualités et des contextes historiques et spatiaux dans lesquels ils se déploient. Il s'agit de saisir au plus proche la dimension subjective des appartenances sociales et sexuées et des comportements politiques.

* *
*

Les analyses routinisées du *gender gap* dans les comportements électoraux mesurent ainsi des écarts mais peinent souvent à en proposer des explications convaincantes. Si la participation électorale ou l'orientation du vote ne paraissent désormais plus guère clivées par le sexe dans les démocraties occidentales, c'est la reproduction d'un rapport différent des femmes et des hommes à la politique qui nous apparaît éminemment intéressante. Nous avons esquissé ici quelques pistes de recherche permettant de tenir compte des spécificités du champ politique et du genre, compris non comme une variable mais comme un système de domination producteur de différences et de hiérarchies. Comprendre le rapport genré à la politique suppose alors d'adopter une posture réflexive sur les méthodes et les relations d'enquête, de travailler les ancrages sociaux et les sens du vote, d'analyser les processus continus de socialisation politique et l'imbrication du genre avec d'autres rapports sociaux de pouvoir.

BIBLIOGRAPHIE

- ABENDSCHÖN Simone et STEINMETZ Stephanie, 2014, « The Gender Gap in Voting Revisited: Women's Party Preferences in a European Contexte », *Social Politics*, vol. 21, n° 2, p. 315-344.
- ACHIN Catherine et BERENI Laure, 2013, « Introduction. Comment le genre vint à la science politique », in Catherine ACHIN et Laure BERENI (dir.), *Dictionnaire Genre et science politique. Concepts, objets, problèmes*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 13-41.
- ACHIN Catherine et LÉVÊQUE Sandrine, 2006, *Femmes en politique*, Paris, La Découverte.
- ACHIN Catherine et LÉVÊQUE Sandrine, 2011, « Le genre c'est la classe ? Capitaux corporels identitaires, compétitions politiques et contextes sociaux », in Éric AGRIKOLIANSKY, Jérôme HEURTAUX et Brigitte LE GRIGNOU (dir.), *Paris en campagne. Les élections municipales de mars 2008 dans deux arrondissements parisiens*, Bellecombres en Bauge, Le Croquant, p. 243-262.
- AGRIKOLIANSKY Éric, 2013, *Du côté des classes supérieures : politisation et engagements des classes supérieures dans la France contemporaine*, mémoire pour l'habilitation à diriger des recherches, Université Paris Dauphine-PSL.
- AGRIKOLIANSKY Éric et LE GRIGNOU Brigitte, 2016, « Introduction. Mais que font les électeurs ? », in SPEL, *Les sens du vote. Une enquête sociologique (France 2011-2014)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 11-24.
- AGRIKOLIANSKY Éric et LÉVÊQUE Sandrine, 2011, « Les absents du scrutin. Logique de démobilitation électorale », in Éric AGRIKOLIANSKY, Jérôme HEURTAUX et Brigitte LE GRIGNOU (dir.), *Paris en campagne. Les élections municipales de mars 2008 dans deux arrondissements parisiens*, Bellecombres en Bauge, Le Croquant, p. 79-116.
- AMENGAY Abdelkarim, DUROVIC Anja et MAYER Nonna, 2017, « L'impact du genre sur le vote Marine Le Pen », *Revue française de science politique*, vol. 67, n° 6, p. 1067-1087.
- BARGEL Lucie, 2013, « Socialisation politique », in Catherine Achin et Laure Bereni (dir.), *Dictionnaire Genre et science politique. Concepts, objets, problèmes*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 468-480.
- BETZ Hans Georg, 1994, *Radical Right-Wing Populism in Western Europe*, New York, Saint Martins Press.
- BERTRAND Julien, MENNESSON Christine et COURT Martine, 2014, « Des garçons qui n'entrent pas dans le jeu de la compétition sportive : les conditions familiales d'une atypie de genre », *Recherches familiales*, vol. 1, n° 11, p. 85-95.
- BONCOURT Thibaut et GEAY Kevin, 2016, « "Y a tellement de sujets moins médiocres !" Les formes du relâchement politique des catégories supérieures », in SPEL, *Les sens du vote. Une enquête sociologique (France 2011-2014)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 55-74.
- BRACONNIER Céline, 2010, *Une autre sociologie du vote. Les électeurs dans leurs contextes : bilan critique et perspective*, Paris, LGDJ/Lextenso éditions.
- BRACONNIER Céline, 2012, « Ce que le terrain peut faire à l'analyse des votes », *Politix*, vol. 100, n° 4, p. 99-112.
- BUTON François, LEHINGUE Patrick, MARIOT Nicolas et ROZIER Sabine, 2016, *L'ordinaire du politique. Enquêtes sur les rapports profanes au politique*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.
- CARROLL Susan J., 2014, « Voting Choices. The Politics of the Gender Gap », in Susan J. CARROLL et Richard L. Fox (dir.), *Gender and Elections*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 117-143.
- CÎRSTOCEA Ioana, 2013, « Transition/Démocratisation », in Catherine ACHIN et Laure BERENI (dir.), *Dictionnaire Genre et science politique. Concepts, objets, problèmes*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 492-503.
- COFFÉ Hilde, 2013 « Women Stay Local, Men Go National and Global? Gender Differences in Political Interest », *Sex Roles*, vol. 69, n° 5, p. 323-338.

- COFFÉ Hilde et BOLZENDAHL Catherine, 2010, « Same Game, Different Rules? Gender Differences in Political Participation », *Sex Roles*, vol. 62, n° 5-6, p. 318-333.
- COOK Elizabeth A. et WILCOX Clyde, 1991, « Feminism and the Gender Gap: A Second Look », *Journal of Politics*, n° 53, p. 1111-1122.
- COURT Martine, 2010, *Corps de filles, corps de garçons : une construction sociale*, Paris, La Dispute.
- DELLA SUDDA Magali, 2010, « La politique malgré elles. Mobilisations féminines catholiques en France et en Italie (1900-1914) », *Revue française de science politique*, vol. 60, n° 1, p. 37-60.
- DOGAN Mattei et NARBONNE Jacques, 1955, « Les Françaises face à la politique », Paris, Presses de la FNSP.
- DURAND Mickael et MAYER Nonna, 2017, « Genre, sexualité et vote », in Yves DÉLOYE et Nonna MAYER (dir.), *Analyses électorales*, Paris, Bruylant, p. 265-317.
- DUROVIC Anja, 2017, « Hommes et femmes face au politique », in Florent GOUGOU et Vincent TIBERJ (dir.), *La déconnexion électorale : un état des lieux de la démocratie française*, Paris, Fondation Jean Jaurès, p. 35-44.
- DUVERGER Maurice, 1955, *La participation des femmes à la vie politique*, Paris, UNESCO.
- EMMENEGGER Patrick et MANOW Philip, 2014, « Religion and the Gender Vote Gap: Women's Changed Political Preferences from the 1970s to 2010 », *Politics & Society*, vol. 42, n° 2, p. 166-193.
- FASSIN Éric, 2008, « Des identités politiques. Jeux et enjeux du genre et de la race dans les primaires démocrates aux États-Unis en 2008 », *Raisons politiques*, vol. 3, n° 31, p. 65-79.
- FERRAND Michèle, IMBERT Françoise et MARRY Catherine, 1996, « Femmes et sciences. Une équation improbable ? L'exemple des normaliennes scientifiques et des polytechniciennes », *Formation Emploi*, n° 55, p. 3-17.
- GASPARD Françoise, 2004, « Le genre et les travaux sur la citoyenneté en France », in Christine BARD, Christian BAUDELLOT et Janine MOSSUZ-LAVAU, *Quand les femmes s'en mêlent. Genre et pouvoir*, Paris, Eyrolles, p. 105-126.
- GAXIE Daniel, 1978, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Le Seuil.
- GAXIE Daniel, 1990, « Au-delà des apparences... (Sur quelques problèmes de mesure des opinions) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 81-82, p. 97-112.
- GIDENGIL Elisabeth, 2007, « Beyond the Gender Gap: Presidential Address to the Canadian Political Association », *Canadian Journal of Political Science*, vol. 40, n° 4, p. 815-831.
- GIGER Nathalie, 2009, « Towards a Modern Gender Gap in Europe? A Comparative Analysis of Voting Behavior in 12 Countries », *The Social Science Journal*, n° 46, p. 474-492.
- GIRAUD Colin, 2014, *Quartiers gays*, Paris, Presses universitaires de France.
- GIVENS Terri, 2004, « The Radical Right Gender Gap », *Comparative Political Studies*, vol. 37, n° 1, p. 30-54.
- HABGEL Florence, 2009, « La mobilisation partisane de droite. Les logiques organisationnelles et sociales d'adhésion à l'UMP », *Revue française de science politique*, vol. 59, n° 1, p. 7-27.
- HAMIDI Camille et JARDIN Antoine, 2017, « Vote et ethnicité », in Yves DÉLOYE et Nonna MAYER (dir.), *Analyses électorales*, Paris, Bruylant, p. 319-378.
- HARTEVELD Eelco and IVARSLATEN Elisabeth, 2016, « Why Women Avoid the Radical Right: Internalized Norms and Party Reputations », *British Journal of Political Science*, vol. 48, n° 2, p. 1-16.
- INGLEHART Ronald et PIPPA Norris, 2003, *The Rising Tide: Gender Equality and Cultural Change around the World*, Cambridge, Cambridge University Press.

- KATZ Elihu et LAZARSFELD Paul, 1955, *Personal Influence*, New York, Free Press.
- KAUFMANN Karen M. et PETROCIK John R., 1999, « The Changing Politics of American Men: Understanding the Source of the Gender Gap », *American Journal of Politics*, vol. 43, n° 3, p. 864-887.
- LANCELOT Alain, 1968, *L'abstentionnisme électoral en France*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- LASVERGNAS Isabelle, 1988, « Contexte de socialisation primaire et choix d'une carrière scientifique chez les femmes », *Recherches féministes*, vol. 1, n° 1, p. 31-45.
- LEHINGUE Patrick, 2003, « L'objectivation statistique des électorats : que savons-nous des électeurs du Front National », in Jacques LAGROYE (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, p. 247-278.
- MANSTRIDGE Jane, 1985, « Myth and Reality: The ERA and the Gender Gap in the 1980 Election », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 49, n° 2, p. 164-178.
- MANZA Jeff and BROOKS Clem, 1998, « The Gender Gap in U.S. Presidential Elections: When? Why? Implications? », *American Journal of Sociology*, vol. 103, n° 5, p. 1235-1266.
- MARCHAND-LAGIER Christèle, 2015, « Les ressorts privés du vote front national. Une approche longitudinale », in Sylvain Crépon (dir.), *Les faux-semblants du Front national*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 345-374.
- MAYER Nonna, 2013, « From Jean-Marie to Marine Le Pen: Electoral Change on the Far Right », *Parliamentary Affairs*, n° 66, p. 160-178.
- MAYER Nonna, 2015, « The Closing of the Radical Right Gender Gap in France? », *French Politics*, vol. 13, n° 4, p. 391-414.
- MONJARET Anne et PUGEAULT Catherine (dir.), 2014, *Le sexe de l'enquête. Approches sociologiques et anthropologiques*, Lyon, ENS Éditions.
- MOSSUZ-LAVAU Janine, 1993, « Le vote des femmes en France 1945-1993 », *Revue française de science politique*, vol. 43, n° 1, p. 673-689.
- MOSSUZ-LAVAU Janine, 1997, « Les femmes et le vote : la France au regard de l'Europe », in Armelle LE BRAS-CHOPARD et Janine MOSSUZ-LAVAU (dir.), *Les femmes et la politique*, Paris, L'Harmattan, p. 81-96.
- MOSSUZ-LAVAU Janine et SINEAU Mariette, 1978, « Les femmes et la politique. Les attitudes de gauche des 16-34 ans en milieu urbain », *Revue française de science politique*, vol. 26, n° 5, p. 929-956.
- MOSSUZ-LAVAU Janine et SINEAU Mariette, 1983, *Enquête sur les femmes et la politique en France*, Paris, Presses universitaires de France.
- MUXEL Anne, 2001, « Socialisation et lien politique », in Thierry Bloss (dir.), *La dialectique des rapports hommes-femmes*, Paris, Presses universitaires de France, p. 27-44.
- MUXEL Anne et PERCHERON Annick, 1988, « Histoires politiques de famille. Premières illustrations », *Life Stories/Récits de vie*, n° 4, p. 59-73.
- ONDERCIN Heather L. et JONES-WHITE Daniel, 2011, « Gender Jeopardy: What is the Impact of Gender Differences in Political Knowledge on Political Participation? », *Social Science Quarterly*, vol. 92, n° 3, p. 675-694.
- PATEMAN Carole, 2010, *Le contrat sexuel*, Paris, La Découverte.
- RÉGUER-PETIT Manon, 2016, *Bifurcations familiales et socialisations politiques. Une comparaison des femmes en famille nucléaire, monoparentale et recomposée*, Thèse de science politique, Institut d'études politiques de Paris.
- RENNES Juliette (dir.), 2016, *Encyclopédie critique du genre. Corps, sexualité, rapports sociaux*, Paris, La Découverte.
- ROYAL Ségolène, 2008, *Ma plus belle histoire, c'est vous*, Paris, Grasset.
- SCOTT Joan W., 2012, *De l'utilité du genre*, Paris, Fayard.
- SÉNAC Réjane et PARODI Maxime, 2013, « "Gender gap à la française" : recomposition ou dépassement ? », *Revue française de science politique*, vol. 63, n° 2, p. 225-248.

SINEAU Mariette, 1978, « L'abstentionnisme parisien aux élections municipales (1965-1977) », *Revue française de science politique*, n° 1, p. 55-72.

SINEAU Mariette, 2007, « Effets de genre, effets de génération : Le vote hommes/femmes à l'élection présidentielle 2007 », *Revue française de science politique*, vol. 57, n° 3, p. 353-369.

SINEAU Mariette, 2013, « Vote/comportements politiques », in Catherine ACHIN et Laure BERENI (dir.), *Dictionnaire Genre et science politique. Concepts, objets, problèmes*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 516-529.

SPEL, 2016, *Les sens du vote. Une enquête sociologique (France 2011-2014)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

TREVOR Margaret C., 1999, « Political Socialization, Party Identification, and the Gender Gap », *Public Opinion Quarterly*, vol. 63, n° 1, p. 62-89.

VARIKAS Eleni, 1995, « Genre et démocratie historique ou le paradoxe de l'égalité par le privilège », in Michèle RIOT-SARCEY (dir.), *Démocratie et représentation*, Paris, Kimé, p. 145-161.